

République Islamique de Mauritanie
Honneur-Fraternité-Justice

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
Direction de la Planification, du Suivi et de la Coopération



Comité Technique Sectorielle

**Contribution à l'élaboration du rapport de
suivi de la mise en œuvre du CSLP III, 2012**

Janvier 2013

Sommaire

1	Bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2012	5
1.1	L'accès à l'eau potable	6
1.2	Cerner les ressources en eau	8
1.3	Valoriser les eaux de surface	9
1.4	Promouvoir le partenariat public-privé dans le domaine de l'eau.....	9
1.5	Renforcer les capacités des différents intervenants au niveau du secteur	9
1.6	L'accès à l'assainissement	10
2	Situation des investissements dans le secteur	10
2.1	Budget de fonctionnement	10
2.2	Budget d'investissement	11
3	Atouts, forces et contraintes du secteur	11
3.1	Atouts.....	11
3.2	Forces.....	12
3.3	Contraintes.....	12
4	Plan d'action 2013-2015.....	13
5	ANNEXES.....	16
5.1	Bilan physique.....	17
5.2	Bilan financier (en millions UM).....	22
5.3	Enseignements tirés d'une année de mise en œuvre du CSLP III	24
5.4	Perspectives 2013-2015.....	25
5.5	Evolution des indicateurs	27

Introduction

Le Gouvernement Mauritanien s'est engagé depuis plusieurs décennies dans une vigoureuse politique de développement des services de l'eau potable et de l'assainissement, notamment en milieu rural et dans les petites villes. Ces efforts ont été renouvelés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixant un certain nombre d'objectifs à l'horizon.

Les différents plans d'action du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, qui constitue le document central de programmation économique du pays, ont accordé un intérêt particulier au secteur comme levier de soutien à la croissance économique.

En ce moment, le tournant de la crise économique mondiale sert de tribune à toutes sortes de changements annoncés qui partent généralement du constat que l'évolution récente de notre environnement humain et technologique dicte des façons de faire différentes.

C'est précisément dans l'optique de s'ajuster à une série de tendances nouvelles que les priorités du secteur doit être revu de façon à conjuguer les meilleures garanties de soutien à la croissance économique du pays et d'efficacité économique des services offerts au public.

En lien avec un tel impératif, le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement doit donc prévoir des conditions de pilotage qui donnent aux actions un maximum d'efficacité et d'ouverture à la réalité du monde.

La vision stratégique du Département a comme ambition de faire du secteur un facteur de stabilité, d'équilibre et d'intégration jouant un rôle important dans le développement économique et social, le renforcement de l'accès aux services de base et la réduction des disparités régionales. L'eau et l'assainissement assurent un appui direct aux secteurs sociaux et de production des produits aux moindres coûts et garantissent le développement des secteurs sociaux de base et la réussite des stratégies de lutte contre la pauvreté.

Cette vision du développement doit pouvoir, à terme, assurer l'objectif principal pour le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement qui est « d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en quantité, qualité et à des prix abordables pour tous de façon durable ». Cet objectif s'inscrit dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du CSLP III. La réalisation de cet objectif est à rechercher à travers les principaux axes suivants: (i) améliorer l'accès à l'eau potable ; (ii) cerner les ressources en eau ; (iii) valoriser les eaux de surface ; (iv) améliorer les conditions d'assainissement ; (v) promouvoir le partenariat public – privé dans le domaine de l'eau ; et (vi) renforcer les capacités des différents intervenants au niveau du secteur.

Cette vision est motivée par le contexte macroéconomique et financier de la prochaine décennie qui laisse présager une situation favorable pour le développement du pays permettant la mise en œuvre d'une politique de développement durable des infrastructures hydrauliques et d'assainissement. Compte tenu de ces perspectives, notre pays a décidé au titre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté d'allouer une fraction conséquente de ses ressources pour financer la réalisation d'ambitieux programmes d'investissements (Systèmes AEPs, barrages, retenues d'eau, installations destinées à l'assainissement des villes, etc.) et le renforcement de capacités des services de l'Etat (ministères, institutions judiciaires, centres de promotion dans les branches exportatrices, etc.) pour soutenir indirectement les secteurs productifs.

En outre, la préparation de ce rapport intervient dans un moment marqué par une réelle volonté d'accroître l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement dans le pays. Cette volonté est concrétisée par le nombre de grands programmes de construction d'infrastructures d'eau et d'assainissement en cours de mise en œuvre ou de préparation ainsi que par les efforts consentis à l'effet d'améliorer la gouvernance du secteur.

Le présent rapport du Comité Technique Sectoriel traitera les points suivants :

1. Propose un bilan de la mise en œuvre du secteur pour la l'année 2012
2. Analyse de la situation des investissements dans le secteur
3. Donne une évaluation des contraintes et mesures correctives
4. Présente le plan d'action sectoriel pour la période 2013-2015.

1 Bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2012

Le cadre institutionnel des sous secteurs de l'Hydraulique et de l'Assainissement a été marqué ces dernières années par l'adoption de la déclaration de politique pour le développement du secteur de l'Eau qui s'inscrit dans les priorités du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Cette évolution institutionnelle a conduit à des réformes importantes dans les secteurs visant : (i) le recentrage du rôle de l'Etat sur ses fonctions d'élaboration des politiques économiques et le contrôle de leur mise en œuvre; (ii) le désengagement des fonctions opérationnelles; (iii) la création des conditions nécessaires pour attirer les initiatives du secteur privé vers le développement industriel et pour la fourniture des services d'infrastructure et de service public et (iv) l'accroissement du nécessaire investissement social de l'Etat.

Les objectifs des programmes de développement du secteur que le Département a lancés s'inscrivent dans : (i) les engagements pris dans le cadre du programme du Président de la République (ii) les priorités du CSLP 2011-2016 et (iii) les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement en 2015.

A cet effet, le Gouvernement a adopté en 2012 une Stratégie de développement du secteur dont l'objectif principal est « d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en quantité, qualité et à des prix abordables pour tous de façon durable ».

Cette Stratégie oriente l'action du Gouvernement dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement et s'articule autour des 4 axes qui suivent : (i) connaître, mobiliser et protéger les ressources en eau ; (ii) améliorer l'accès à l'eau potable, (iii) améliorer l'accès à l'assainissement ; et (iv) améliorer la Gouvernance du secteur à travers une gestion intégrée des ressources en eau.

Cette Stratégie est assortie d'un plan d'actions et d'un programme de projets structurants qui vont permettre à notre pays d'atteindre les OMD d'ici à 2015 dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Il s'agit de projets d'infrastructures de production et de distribution ayant un impact considérable sur l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement. Les principaux projets structurants achevés ou en cours d'exécution sont : (i) AEP de Nouakchott, dont le volet production a été achevé et mis en service et le volet réseau de distribution est en cours d'exécution ; (ii) Dhar de Néma, dont la première phase a été achevée cette année avec la réalisation de 23 forages et le DAO dans la seconde phase a été lancé ; (iii) Projet Aftout Echarchui qui vise à couvrir les besoins en eau de plus de 500 localités situées dans le triangle dit de l'espoir (Wilayas du Gorgol, Brakna et Assaba) ; (iv) AEP Cheggar - Maghtha Lahjar, dont les travaux viennent d'être achevés ; et (v) un vaste Programme d'AEP et forages en milieu rural.

Aussi, l'AEP de Nbeikitt Lahwach a été achevée et la production des villes de Rosso, Aleg, Atar, Kiffa, Djigueni et Timbédra a été renforcée.

Dans le domaine de l'Assainissement, le Département a élaboré une Stratégie afin de promouvoir l'assainissement et l'hygiène dans le pays, par la structuration du secteur de l'assainissement des eaux usées et pluviales et de l'hygiène autour d'un projet de développement qui couvre la période 2012-2020.

Aussi, le Gouvernement est entrain de mobiliser les financements nécessaires pour la réalisation d'un important réseau d'eaux usées au niveau de la ville de Nouakchott. En outre, plusieurs plans directeurs d'assainissement de grandes villes ont été réalisés sur financement du budget de l'Etat. Parmi ceux-ci, il y a les plans des villes de Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kiffa., Kaédi, Akjoujt,...etc.

Au niveau de l'amélioration de la Gouvernance du secteur, le Département procède systématiquement aux ajustements et réformes nécessaires à une gestion intégrée des ressources en eau en créant les conditions favorables à la pérennité et à l'extension des services d'eau potable et d'assainissement sur toute l'étendue du territoire national par le renforcement en moyens humains et matériels des services déconcentrés mais aussi par la construction des locaux des Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA) et leur renforcement en équipements.

Le bilan est relativement détaillé car il fait le point de l'ensemble des actions réalisées (programmées ou non) au cours de l'année 2012. Ce bilan est présenté par Objectifs du CSLP.

1.1 L'accès à l'eau potable

En termes de réalisation d'infrastructures d'eau potable, l'année 2012 a été marquée par la mise en œuvre des projets d'infrastructures de production et de distribution ayant un impact considérable sur l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement. Il s'agit de :

- Projet d'approvisionnement en eau potable Cheggar- Maghta Lahjar : Achèvement des travaux du projet Alimentation en eau potable dit de Cheggar- Magttaa Lahjar à partir du cham captant de Bouhchicha par la réalisation de stations de pompage et stockage et une conduite de refoulement sur 110 km en diamètres 315 mm.
- Projet du réseau de répartition et de distribution d'eau au niveau de la ville de Nouakchott. Ce projet vise à doter la ville de Nouakchott d'un réseau moderne de distribution d'eau en adéquation à l'apport de l'Aftout Essahli.

L'état d'avancement du processus de mise en œuvre de ce projet se présente comme suit :

- Lot 1 (répartition et station de pompage) : les travaux sont en cours d'exécution ;
 - Lot 2 (distribution centre-ville et Ksar) : les travaux sont en cours d'exécution ;
 - Lot 3 (distribution Sebkha et El Mina) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ;
 - Lot 4 (distribution Tevragh-Zeina) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ;
 - Lot 5 (Teyarett et Dar Naïm) : Les travaux ont été lancés ;
 - Lot 6 (Arafatt, Ryadh) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ;
 - Lot 7 : Réalisation du réseau de distribution de la zone de Tarhil : L'évaluation des offres est en cours (pose et mis en service effectif d'une conduite de 7 km en 315 mm en vue de réaliser 4000 branchements à partir de 40 km de réseau).
-
- Projet Dhar de Néma : Il permettra à terme d'assurer l'approvisionnement en eau de grandes zones de l'Est du pays. A ce jour, 23 forages d'exploitation ont été réalisés sur le 24 prévus et les études techniques d'AEP ont été réalisées. Les DAO pour les travaux ont été lancés et l'ouverture des offres pour les travaux est déjà programmée pour le 31 janvier 2013.
 - Projet Aftout Charghi : Ce projet structurant vise à couvrir les besoins en eau de plus de 500 localités situées dans le triangle dit de l'espoir (Wilayas du Gorgol, Brakna et Assaba). Les lots de travaux numéros 1 et 4 relatifs à la construction des stations de traitement et des conduites de transfert ont été adjugés et les travaux sont en cours d'exécution. Le financement des lots de travaux numéros 2, 3 et 5 a été obtenu auprès du FADES et de l'AFD. La convention de financement a été signée avec l'AFD le 12 décembre 2012.

Aussi, d'autres projets ont été mis en œuvre dans le but d'améliorer l'accès de la population à l'eau potable dans les milieux semi urbain et rural à savoir :

- Projets réalisés par l'APAUS : plus de 80 AEP ont été réalisées par l'APAUS en 2012 à travers la convention avec le FADES ;
- Projet AEP fleuve : 20 AEP dans le Trarza à partir du traitement des eaux du fleuve ont été réalisés et 06 autres systèmes d'AEP à partir des forages dans la wilaya du Gorgol ont été achevés aussi en 2012 ;

- Programme hydraulique Saoudien des deux Hodhs et Assaba : 55 nouveaux systèmes d'AEP ont été exécutés sur un financement du Fonds saoudien.
- Projet AEP de NDB (lot 6) :
Il consiste au changement du réseau de distribution dans sa partie PVC en conduite Polyéthylène (PE), la reprise en PE des branchements existants et la réhabilitation du système de télémesures. Le taux d'exécution de ce projet a déjà dépassé plus de 90%
- Projets réalisés avec des partenaires :
Il s'agit de plus de 20 AEP réalisés dans le cadre de la coopération avec des associations et partenaires.
- Projet AEP des localités situées autour du barrage de Foug Gleita pour une population estimée à environ 7000 personnes (villages de Foug Gleita et Bachatt 1 et 2),
- Volet forages (SNFP) :
Dans le cadre de l'exécution de son contrat programme avec l'Etat, la SNFP a réalisé 29 forages d'exploitation en 2012.
- Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (PAEPA) en milieu rural : Les travaux d'exécution ont démarré et permettront la réalisation de 50 forages, 64 systèmes d'AEP, 2 unités de traitement d'eau et 102 latrines communautaires au niveau des Wilayas Hodh Chargui, Assaba et Gorgol.
- Projet Eau et Assainissement Gorgol, Trarza, Brakna et Guidimagha : Facilité Européenne de l'Eau et doit toucher les Wilayas du Gorgol, Guidimagha, Trarza et Brakna. Il permettrait la construction d'une trentaine d'AEP.

En résumé, le Département réalisé en matière d'hydraulique urbaine, l'AEP de Nbeikitt Lahwach et le renforcement de la production des villes de Rosso, Aleg, Atar, Kiffa, Nema, Djigueni et Timbédra. Les travaux des systèmes d'AEP de Mbout (450 millions UM) et de Chami (250 Millions UM) ont été amorcés.

Dans le domaine de l'Hydraulique rurale et pastorale, l'année 2102 a été marquée par la réalisation 145 AEP dans plusieurs wilayas du pays, l'acquisition de 50 équipements solaires, le lancement des 176 AEP dans différentes localités du pays et la réalisation de 78 forages et puits pastoraux.

1.2 Cerner les ressources en eau

- Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) :
- L'introduction de la gouvernance de l'eau s'est faite pour la première fois dans le pays à travers ce projet qui vise, entre autres, à renforcer les services

- déconcentrés de l'Hydraulique et de l'Assainissement et à assurer une prise en compte de l'ensemble des usages de l'eau. Ce projet a permis l'activation du Conseil National de l'Eau, la création des Conseils Régionaux de l'Eau au niveau des wilayas et le renforcement des capacités des Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA) : acquisition de matériels informatiques, scientifiques et construction des locaux pour les DRHA du Brakna et du Trarza.
- Réalisation d'une étude sur l'état des lieux global à l'effet de mesurer l'accès à l'eau potable sur toute l'étendue du territoire national.

1.3 Valoriser les eaux de surface

- Réalisation d'ouvrages structurants pour mobiliser les eaux de surface (barrages, bassins de rétention...) (phase APD)
- Investissement dans le domaine de la mobilisation des eaux de surfaces pour satisfaire la demande des différents usagers de l'eau (phase APS).

1.4 Promouvoir le partenariat public-privé dans le domaine de l'eau

- Pérennisation des investissements réalisés
- Gestion optimale des infrastructures d'eau.

1.5 Renforcer les capacités des différents intervenants au niveau du secteur

- Mise en place de moyens humains, matériels et financiers permettant aux directions centrales du MHA d'assurer les fonctions de maîtrise d'ouvrage. Passage des Services Régionaux de l'Hydraulique en Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'assainissement (DRHA) et augmentation du budget des DRHA et leur renforcement en équipements informatiques, mobiliers de bureaux et logistique ;
- Renforcement des services déconcentrés en personnel qualifié. Renforcement important de la DRHA du Brakna en ressources humaines ;
- Développement du rôle d'appui et de conseil prodigués par les services régionaux aux communes pour l'exécution des projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Rôle déterminant des DRHA dans le Comité Régional de l'Eau par le Pilotage, la coordination et la supervision des projets de l'hydraulique et de l'assainissement au niveau régional.

1.6 L'accès à l'assainissement

Dans le domaine de l'Assainissement, le Gouvernement est entrain de mobiliser les financements nécessaires pour la réalisation d'un important réseau d'eaux usées au niveau de la ville de Nouakchott.

- Assainissement urbain : l'action du Gouvernement, au cours de ces deux dernières années, a permis: (i) l'élaboration des plans directeurs d'assainissement des villes de Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kiffa., Kaédi, et Akjoujt; (ii) la réhabilitation du réseau de la SOCOGIM TZ et de l'îlot V et leur raccordement au réseau existant et le renouvellement de certains équipements de pompage dans le cadre du réseau d'assainissement collectif pour la ville de Nouakchott et l'extension dudit réseau (8 km supplémentaires); (iii) la poursuite de la maintenance et de l'entretien du réseau d'assainissement existant à Nouakchott par l'ONAS et le renforcement de son parc par la mise en service de 4 nouvelles hydro cureuses ; (iv) l'exécution du projet d'assainissement de la ville de Rosso qui vise l'équipement et la construction d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales et usées; (v) la construction d'une unité de traitement des eaux usées en provenance des quartiers SNIM de Zouerate (540 millions d'UM) la réhabilitation du réseau d'assainissement de la ville de Nouakchott (Phase-1).
- Assainissement en milieu rural : L'approche « Assainissement Total Piloté par la Commune (ATPC) » a été vulgarisée comme porte d'entrée aux activités visant le changement de comportement. L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) est une approche participative qui incite les populations, par une action collective, à se libérer de la défécation à l'air libre et par la suite à s'auto-construire des latrines sans aucun appui financier de l'Etat ou d'un quelconque bailleur.

2 Situation des investissements dans le secteur

En décembre 2012, l'état d'exécution du Budget du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement qui se chiffre à 3 325 674 UM dont 2 185 000 000 UM destinés à l'Investissement et 1 071 165 674 UM pour le fonctionnement, se présente comme suit :

2.1 Budget de fonctionnement

Le taux d'exécution de l'ensemble du Budget de fonctionnement est de 57%.

2.2 Budget d'investissement

En ce qui concerne les investissements aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, le budget d'Investissement, d'un montant de 2 185 000 000 UM, a été subdivisé en 3 grands ensembles :

Les Directions centrales : (31.35%)

Les Directions de : (i) la Planification, du Suivi et de la Coopération, (ii) l'Hydraulique, (iii) l'Assainissement et (iv) de l'Hydrologie et Barrages, ont bénéficié d'inscriptions à hauteur de 685 000 000 UM destinées en grande partie à la couverture des contres parties nationales des projets Aftout Chargui, AEPA en milieu rural. Le taux d'exécution de ce montant a dépassé les 60%.

Sociétés et Etablissements sous tutelle (39%)

Le montant total alloué à la SNDE, l'ONAS, l'ONSER, la SNFP et le CNRE au titre de du Budget d'Investissement 2012 s'élevait à 699.000.000 UM. Les taux d'exécution sont respectivement de : 78%, 80%, 65%, 100% et 100%

Projet réseau de distribution de Nouakchott (36,6%)

Le projet réseau de distribution avait bénéficié d'une contrepartie nationale qui s'élève à 800 000 000 UM. Le taux d'exécution de ce montant est de 100%.

En décembre 2012 l'état d'exécution du budget d'investissement 2012 connaît un taux global d'exécution de 82%.

3 Atouts, forces et contraintes du secteur

3.1 Atouts

- Sur le plan de la gestion de la ressource, la connaissance des eaux souterraines a été améliorée et mieux circonscrite suite à plusieurs études hydrogéologiques ;
- Grace à ces études les nappes ont été identifiées, répertoriées et protégées ; ce qui permet une gestion rationnelle de la ressource ;
- Un réseau d'observation et de suivi des nappes (ressources) a été mis en place pour un certain nombre de villes ;
- Des inventaires de points d'eau ont été réalisés et une base de données est désormais fonctionnelle et offre des informations précieuses et scientifiques sur les différentes nappes ;
- En ce qui concerne le Fleuve Sénégal qui constitue la ressource principale en eau de surface pour le pays, une Charte des Eaux du Fleuve a été signée avec les autres Etats membres de l'OMVS pour une gestion concertée et rationnelle de cette ressource et le projet d'alimentation en eau potable de la

ville de Nouakchott à partir du fleuve a été réalisé couvrant ainsi aisément les besoins en eau potable pour les populations par la fourniture de plus de 100 000 m³/jour ;

- L'AEP d'Aftout à partir de Fouta-Legleita est en passe de devenir le deuxième grand projet d'envergure après l'Aftout Esaheli. Il s'agit d'un important projet d'alimentation par réseau de plus de 500 agglomérations villageoises et plus de 180.000 personnes seront ainsi ravitaillées par ce projet appelé déjà Aftout Echarghi.

3.2 Forces

D'autres points forts viennent appuyer le secteur :

- La structuration du secteur qui a amélioré le cadre d'intervention en créant des institutions spécialisées ;
- Des opérateurs autonomes pour l'hydraulique urbaine et l'hydraulique rurale qui interviennent suivant les dispositions prévues au code de l'eau ;
- Le partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les opérateurs privés pour la gestion des infrastructures et le financement des investissements ;
- L'émergence d'une capacité nationale du secteur privé pour les bureaux d'études, les entreprises de forages et les entreprises de maintenance, en particulier dans le solaire ;
- Un système de gestion déléguée des réseaux en milieu rural et semi urbain intégrant le recouvrement des charges récurrentes pour près de 400 réseaux.

3.3 Contraintes

Plusieurs contraintes restent à lever malgré les efforts entrepris :

- Au niveau du pilotage, le secteur est confrontée à plusieurs contraintes liées : (i) au retard dans la mise en œuvre des projets dus aux délais longs de procédures de finalisation des dossiers d'appels d'offres, de passation et de signature des marchés, et (ii) aux faiblesses des moyens techniques et humains des acteurs du secteur (insuffisance quantitative et qualitative en ressources humaines et faible coordination entre les acteurs) ;
- La faiblesse des capacités des services est une des principales contraintes du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette contrainte se manifeste par un manque de personnel qualifié, une insuffisance de formation pour tous les principaux acteurs du secteur (secteur public, secteur privé, ONG..). A cela s'ajoute le manque de coordination entre les différents intervenants dans le secteur ;
- Bien que le caractère transversal du secteur de l'Hydraulique n'a plus à être démontré, les financements accordés à ce secteur, tant sur ressources

propres que sur ressources étrangères, sont très en deçà des niveaux qui permettraient l'atteinte des objectifs fixés ;

- La promotion du secteur privé mentionnée dans les textes, a été faiblement suivie d'effet concret notamment en milieu rural où la mise en place du processus de délégation par Appel d'offres n'a pas été très fructueuse. La planification actuelle ne permet pas d'aboutir à un flux régulier de travaux qui pourraient permettre au secteur privé d'investir et d'acquérir un matériel plus performant ;
- La faiblesse des moyens des structures d'assainissement en particulier à Nouakchott où le projet Aftout Essaheli va multiplier par 4 les rejets d'eaux usées, crée un environnement davantage insalubre favorable aux nombreuses maladies d'origines hydriques ;
- Le manque de communication et de sensibilisation des populations sur la question de l'assainissement et de son intérêt représente également une contrainte majeure et mérité une réflexion particulière ;
- En dépit du cadre légal, le faible niveau de coordination entre les différentes structures de l'Etat intervenant dans le secteur de l'Hydraulique demeure une contrainte au développement d'un secteur aussi transversal. Aussi, de nombreux partenaires, départements et structures de l'Etat continuent à exécuter des programmes dans le secteur sans se concerter avec le Ministère en charge de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Cette situation a rendu difficile, entre autres, la réalisation d'un système d'informations permettant l'obtention de données fiables sur les usages de la ressource ou sur la situation de l'accès à l'eau potable au niveau national.

4 Plan d'action 2013-2015

Pour faire face aux problèmes liés au manque de la disponibilité de l'eau et à l'insuffisance du système d'assainissement, le Gouvernement se fixe comme objectif principal d'améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en quantité, en qualité et à des prix abordables pour tous de façon durable. Par ailleurs, la Mauritanie en adhérant aux OMD, s'est fixé à l'horizon 2015 deux cibles, à savoir desserte: (i) de la moitié de la population ayant un accès difficile à l'eau potable en 2009; et (ii) plus du tiers de l'augmentation de la population entre 2009 et 2015. Ce qui représente en valeur absolue près de 1,2 millions d'individus.

L'atteinte de l'objectif global sera recherchée à travers les objectifs spécifiques suivants : (i) améliorer l'accès à l'eau potable ; (ii) cerner les ressources en eau ; (iii) valoriser les eaux de surface ; (iv) améliorer les conditions d'assainissement ; (v) promouvoir le partenariat public – privé dans le domaine de l'eau ; et (vi) renforcer les capacités des différents intervenants au niveau du secteur.

En matière d'accès à l'eau, les efforts seront orientés vers : (i) Réseau de distribution de Nouakchott; (ii) AEP de Nouadhibou, de la zone de recasement, Aftout Echarghi, (iii) Sécurisation de la production et de la distribution (Projet Dhar, AEP de Boghé, M'Bout, Tidjikja); (iii) le Renforcement de production des centres de Diguenni, Kankossa et Néma; (iv) création de bassins de rétention d'eau à ciel ouvert ; et (v) Maîtrise des techniques de forage et l'acquisition du matériel d'équipement (projet indien).

Aussi, les activités suivantes seront mise en œuvre : Projet Dhar pour l'alimentation en eau potable (Composante AEP), le renouvellement de 200 équipements thermiques (Groupes électrogènes, pompes immergées...), la mise en place de 150 équipements solaires, la réhabilitation, l'extension de 130 réseaux et la réalisation de 500 réseaux d'AEP dont 200 thermiques et 300 solaires

A cet égard, et en vue d'atteindre les objectifs nationaux et internationaux auxquels le pays a souscrits, notamment les OMD, les projets suivants seront mis en œuvre : (i) la construction de 375 AEP dans les différentes wilayas du pays ; (ii) l'approvisionnement en eau potable de l'Aftout Echarghi ; (iii) la mise en œuvre du programme de création de bassins de rétention d'eau à ciel ouvert ; et (iv) l'accès à l'eau potable pour les localités traversées par la conduite principale du projet d'Aftout Essahli.

Au niveau de la connaissance des ressources en eau, les activités envisagées concerneront : (i) la promotion de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ; (ii) l'encouragement des transferts de ressources en eau des zones excédentaires vers les zones déficitaires à travers des adductions ; (iii) la réalisation de nouvelles études hydrogéologiques générales dans différentes zones du pays ; (iv) la réalisation de la cartographie des ressources en eau au niveau de chaque wilaya à des échelles appropriées ; et (v) la délimitation des périmètres de protection et des périmètres de sauvegarde stratégique des champs captant des grandes villes et des villes secondaires.

Aussi, les activités additionnelles seront menées : Délimitation et cartographie des aquifères (y compris réalisation de forages de reconnaissance) pour Bennichab, Boulenoir, nappes des grès d'Aioun et Dhar de Néma la reconnaissance des eaux souterraines profondes par la réalisation de 5 forages profonds (plus de 400 m) dans l'Agane, l'Adrar et le Tagant, le réseau national de suivi des fluctuations des nappes et des eaux de surface, par l'acquisition et mise en place de dispositif de suivi pour les Wilayas du sud, la régionalisation des données par la création de bases de données pour huit Wilayas.

S'agissant de la valorisation des eaux de surface, l'accent sera mis sur : (i) la réalisation d'ouvrages structurants pour mobiliser les eaux de surface (barrages, bassins de rétention...) ; (ii) l'intensification de l'investissement dans le domaine de la mobilisation des eaux de surfaces pour satisfaire la demande des différents

usages de l'eau ; (iii) la formation des ressources humaines dans la maîtrise et le traitement des eaux de surface ; et (iv) la conception d'une base de données et d'un SIG sur les ressources en eau de surface.

Au niveau rural et semi urbain, la création de l'Office National des Services d'Eau en milieu rural (ONSER) permettra d'assurer une meilleure fourniture d'eau, d'optimiser les ressources et de mettre fin à la multiplicité des intervenants tout en garantissant une plus grande implication des populations à travers les comités de gestion de l'eau.

Pour ce qui est des eaux souterrains le Département compte réaliser 600 forages d'exploitation. Et en ce qui concerne les eaux de surface, l'aménagement de 500 bassins de rétention et la réhabilitation du barrage de Craa lemehrouda (Tintane) est déjà programmé.

En matière d'amélioration des conditions d'assainissement, la création d'une direction de l'assainissement et de l'Office National de l'Assainissement (ONAS) permettront : (i) la réalisation d'un important projet d'assainissement de la ville de Nouakchott ; (ii) la réalisation des réseaux d'assainissement des villes de Rosso et Nouadhibou ; (iii) réalisation de 2 100 Villages "latrinisés" ; (iv) la réalisation de 700 latrines communautaires ; et (v) la construction de stations de dépotage des boues Nouadhibou/Kiffa

Enfin, l'ensemble de ces stratégies et actions seront soutenues par un axe de renforcement des capacités des acteurs qui passera par : (i) extension de la GIRE dans les Wilayas; (ii) le renforcement des services déconcentrés en personnel qualifié ;(iii) élaboration d'une stratégie à long terme du secteur de l'eau ; (iv) réalisation des études thématiques (régulation secteur de l'eau et l'assainissement, système tarifaire, code pour l'assainissement, filière vidange,...) ;et (v) le renforcement des DRHA.

5 ANNEXES

Bilan de la mise en œuvre en 2012				
5.1 Bilan physique				
Objectifs	Actions programmées pour 2012	Actions programmées et réalisées en 2012	Actions programmées et non réalisées	Actions, non programmées, et réalisées en 2012
Domaine : Eau... ..				
Programme : L'accès à l'eau potable				
Objectif 1 : améliorer l'accès à l'eau potable	Action 1.1. Projet d'approvisionnement en eau potable Chegar-Maghta Lahjar	Achèvement des travaux du projet Alimentation en eau potable dit de Chegar- Magttaa Lahjar à partir du cham captant de Bouhchicha par la réalisation de stations de pompage et stockage et une conduite de refoulement sur 110 km en diamètres 315 mm		
	Action 1.2. Projet du réseau de répartition et de distribution d'eau au niveau de la ville de Nouakchott	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lot 1 (répartition et station de pompage) : les travaux sont en cours d'exécution ▪ Lot 2 (distribution centre-ville et Ksar) : les travaux sont en cours d'exécution ▪ Lot 3 (distribution Sebkha et El Mina) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ▪ Lot 4 (distribution Tavrigh-Zeina) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ▪ Lot 5 (Teyarett et Dar Naim) : Les travaux ont été lancés. ▪ Lot 6 (Arafatt, Ryadh) : DAO lancé et l'évaluation des offres est en cours ▪ Lot 7 : Réalisation du réseau de distribution de la zone de Tarhil. L'évaluation des offres est en cours (pose et mis en service effectif d'une conduite de 7 km en 315 mm en vue de réaliser 4000 branchements à partir de 40 km de réseau) 		

	Action 1.3. Projet Dhar de Néma	23 forages d'exploitation ont été réalisés sur le 24 prévus et les études techniques d'AEP ont été réalisées. Les DAO pour les travaux ont été lancés		
	Action 1.4. Projet Aftout Charghi	Les lots de travaux numéros 1 et 4 relatifs à la construction des stations de traitement et des conduites de transfert ont été adjugés et les travaux sont en cours d'exécution. Le financement des lots de travaux numéros 2, 3 et 5 a été obtenu auprès du FADES et de l'AFD		
	Action 1.5. Projets réalisés par l'APAUS	plus de 80 AEP ont été réalisées par l'APAUS en 2012 à travers la convention avec le FADES		
	Action 1.6. Projet AEP fleuve	20 AEP dans le Trarza à partir du traitement des eaux du fleuve ont été réalisés et 06 autres à partir des forages dans la wilaya du Gorgol ont été achevés en 2012		
	Action 1.7. Programme hydraulique Saoudien des deux Hodhs et Assaba	55 nouveaux systèmes d'AEP ont été exécutés sur un financement du Fonds saoudien.		
	Action 1.8. Projet AEP de NDB (lot 6)	Le taux d'exécution de ce projet a déjà dépassé plus de 90%		
	Action 1.9. Projets réalisés avec des partenaires	20 AEP réalisés		

	<p>Action 1.10. Programme de renforcement de la SNDE des AEP des centres de l'intérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Néma : équipement de deux forages ▪ Djiguenni : réalisation de 5 forages et leur raccordement ; ▪ Kankossa : Equipement d'un forage, construction d'un nouveau château d'eau et raccordement des nouvelles installations sur l'AEP existant ; ▪ Tidjikja : Construction d'un nouveau château et son raccordement sur un nouveau forage et sur le système d'AEP existant. Lancement des études pour 04 forages d'exploitation et leur raccordement au réseau ; ▪ Aleg : Raccordement électrique et hydraulique de l'AEP de la ville au champ captant de Bouhchicha. Les travaux ont été réalisés ; ▪ Atar : construction de deux réservoirs de 250 m3 et 400 m3 ; ▪ Rosso : Acquisition et installation de deux unités compactes de potabilisation (200 m3/h chacune) ; ▪ M'Bout : mise en place d'un système d'adduction d'eau ainsi que des installations de traitement d'eau du barrage de Foum Gleita ; ▪ Sélibaby : raccordement d'un nouveau forage au château d'eau ; ▪ Boghé : Le projet consiste à la fourniture et l'installation de 2 unités de traitement de 5m3/h. les offres sont en cours d'évaluation. 		
	<p>Action 1.11. Projet AEP des localités situées autour du barrage de Foum Gleita</p>	<p>Réalisation des AEP pour une population estimée à environ 7000 personnes (villages de Foum Gleita et Bachatt 1 et 2)</p>		

	Action 1.12. Volet forages (SNFP)	Dans le cadre de l'exécution de son contrat programme avec l'Etat, la SNFP a réalisé 29 forages d'exploitation en 2012		
	Action 1.13. Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (PAEPA) en milieu rural	Les travaux d'exécution ont démarré et permettront la réalisation de 50 forages, 64 systèmes d'AEP, 2 unités de traitement d'eau et 102 latrines communautaires au niveau des Wilayas Hodh Chargui, Assaba et Gorgol		
	Action 1.14. Projet Eau et Assainissement Gorgol, Trarza, Brakna et Guidimagha			
Objectif 2 : Cerner les ressources en eau	Action 2.1. Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	Ce projet a permis l'activation du Conseil National de l'Eau, la création des Conseils Régionaux de l'Eau au niveau des wilayas et le renforcement des capacités des Directions Régionales de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DRHA) : acquisition de matériels informatiques, scientifiques et construction des locaux pour les DRHA du Brakna et du Trarza.		
	Action 2.2. Etat des lieux global sur la ressource	Réalisation d'un état des lieux global à l'effet de mesurer l'accès à l'eau potable sur toute l'étendue du territoire national		
Objectif 3 : Valoriser les eaux de surface	Action 3.1. Réalisation d'ouvrages structurants pour mobiliser les eaux de surface (barrages, bassins de rétention...) (phase APD)			
Objectif 4 : Promouvoir le partenariat public-privé dans le domaine de l'eau	Action 3.2. Investissement dans le domaine de la mobilisation des eaux de surfaces pour satisfaire la demande des différents usagers de l'eau (phase APS)			

	Action 4.1. Pérennisation des investissements réalisés			
Domaine : Accès à l'assainissement				
Programme : Accès à l'assainissement				
Objectif 1 : Améliorer l'accès à l'assainissement	Action 1.1. Assainissement urbain	(i) l'élaboration des plans directeurs d'assainissement des villes de Nouakchott, Nouadhibou, Rosso, Kiffa., Kaédi, et Akjoujt; (ii) la réhabilitation du réseau de la SOCOGIM TZ et de l'ilot V et leur raccordement au réseau existant et le renouvellement de certains équipements de pompage dans le cadre du réseau d'assainissement collectif pour la ville de Nouakchott et l'extension dudit réseau (8 km supplémentaires); (iii) la poursuite de la maintenance et de l'entretien du réseau d'assainissement existant à Nouakchott par l'ONAS et le renforcement de son parc par la mise en service de 4 nouvelles hydro cureuses ; (iv) l'exécution du projet d'assainissement de la ville de Rosso qui vise l'équipement et la construction d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales et usées; et (v) la construction d'une unité de traitement des eaux usées en provenance des quartiers SNIM de Zouerate (540 millions d'UM)		

	Action 1.2. Assainissement en milieu rural	<p>L'approche « Assainissement Total Piloté par la Commune (ATPC) » a été vulgarisée comme porte d'entrée aux activités visant le changement de comportement. L'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) est une approche participative qui incite les populations, par une action collective, à se libérer de la défécation à l'air libre et par la suite à s'auto-construire des latrines sans aucun appui financier de l'Etat ou d'un quelconque bailleur.</p> <p>L'ATPC intervient actuellement dans cinq (05) wilayas de la Mauritanie. L'approche a été introduite depuis mars 2009, dans la wilaya du Trarza. Après l'expérience du Trarza et du Brakna, les activités ont été élargies aux wilayas du Tagant, de l'Assaba et celle de l'Adrar.</p>		
--	--	--	--	--

5.2 Bilan financier (en millions UM)

	Programmation 2012	Réalisations	%
Budget de fonctionnement	1 071 165 674	610 564434	57%
Programme:			
Programme :			
Programme :			
Sou Total 1			
Budget d'investissement	2 185 000 000	17917 00 000	82%
Programme : Directions centrales		688275000	31.35%

Programme : Sociétés et Etablissements sous tutelle		85215 0000	39%
Programme : Projet réseau de distribution de Nktt		79970000	36,6%
Sous Total 2			
Total			

5.3 Enseignements tirés d'une année de mise en œuvre du CSLP III

Forces

1. La structuration du secteur qui a amélioré le cadre d'intervention en créant des institutions spécialisées ;
2. Des opérateurs autonomes pour l'hydraulique urbaine et l'hydraulique rurale qui interviennent théoriquement suivant les dispositions prévues au code de l'eau ;
3. Le partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et les opérateurs privés pour la gestion des infrastructures et le financement des investissements ;
4. L'émergence d'une capacité nationale du secteur privé pour les bureaux d'études, les entreprises de forages et les entreprises de maintenance, en particulier dans le solaire ;
5. Un système de gestion déléguée des réseaux en milieu rural et semi urbain intégrant le recouvrement des charges récurrentes pour près de 400 réseaux.

Faiblesses

1. Bien que le caractère transversal du secteur de l'Hydraulique n'a plus à être démontré, les financements accordés à ce secteur, tant sur ressources propres que sur ressources étrangères, sont très en deçà des niveaux qui permettraient l'atteinte des objectifs fixés ;
2. La promotion du secteur privé mentionnée dans les textes, a été faiblement suivie d'effet concret notamment en milieu rural où la mise en place du processus de délégation par Appel d'offres n'a pas été très fructueuse. La planification actuelle ne permet pas d'aboutir à un flux régulier de travaux qui pourraient permettre au secteur privé d'investir et d'acquérir un matériel plus performant ;
3. La faiblesse des moyens des structures d'assainissement en particulier à Nouakchott où le projet Aftout Essaheli va multiplier par 4 les rejets d'eaux usées, crée un environnement davantage insalubre favorable aux nombreuses maladies d'origines hydriques ;
4. Le manque de communication et de sensibilisation des populations sur la question de l'assainissement et de son intérêt représente également une contrainte majeure et mérité une réflexion particulière ;
5. En dépit du cadre légal, le faible niveau de coordination entre les différentes structures de l'Etat intervenant dans le secteur de l'Hydraulique demeure une contrainte au développement d'un secteur aussi transversal. Aussi, de nombreux partenaires, départements et structures de l'Etat continuent à exécuter des programmes dans le secteur sans se concerter avec le Ministère en charge de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Opportunités

1. Sur le plan de la gestion de la ressource, la connaissance des eaux souterraines a été améliorée et mieux circonscrite suite à plusieurs études hydrogéologiques ;
2. Grace à ces études les nappes ont été identifiées, répertoriées et protégées ; ce qui permet une gestion rationnelle de la ressource ;
3. Un réseau d'observation et de suivi de la nappe (ressources) a été mis en place pour un certain nombre de villes ;
4. Des inventaires de points d'eau ont été réalisés et une base de données est désormais fonctionnelle et offre des informations précieuses et scientifiques sur les différentes nappes ;
5. En ce qui concerne le Fleuve Sénégal qui constitue la ressource principale en eau de surface pour le pays, une Charte des Eaux du Fleuve a été signée avec les autres Etats membres de l'OMVS pour une gestion concertée et rationnelle de cette ressource et le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Nouakchott à partir du fleuve a été réalisé couvrant les besoins en eau potable des populations par la fourniture de plus de 100 000 m³/jour ;
6. L'AEP d'Aftout à partir de Fouta-Legleita est en passe de devenir le deuxième grand projet d'envergure après l'Aftout Esaheli. Il connaîtra très prochainement la réalisation d'un important projet d'alimentation par réseau de plus de 500 agglomérations villageoises et plus de 180.000 personnes seront ainsi ravitaillées par ce projet appelé déjà Aftout Echarghi.

Risques ou menaces

6. Au niveau du pilotage, le secteur est confrontée à plusieurs contraintes liées : (i) au retard dans la mise en œuvre des projets dus aux délais longs de procédures de finalisation des dossiers d'appels d'offres, de passation et de signature des marchés, (ii) aux faiblesses des moyens techniques et humains des acteurs du secteur (insuffisance quantitative et qualitative en ressources humaines et faible coordination entre les acteurs) ;
7. La faiblesse des capacités des services est une des principales contraintes du développement du secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette contrainte se manifeste par un manque de personnel qualifié, une insuffisance de formation pour tous les principaux acteurs du secteur (secteur public, secteur privé, ONG...). A cela s'ajoute le manque de coordination entre les différents intervenants dans le secteur.

5.4 Perspectives 2013-2015

Domaine : Eau						
Programme : Accès à l'eau potable						
	Début	Fin	Responsable	Financement	Type	Montant
Sécurisation de la production et de la distribution (AEP, Boghé, M'Bout, Tidjikja)	2012	2015	MHA	Acquis (Etat, FADES, OMVS)	DON	599
Réseau de distribution de Nouakchott	2012	2014	MHA	Acquis	Prêt	37050
AEP Aleg (Raccordement électrique et hydraulique du Forage Bouhchicha)	2011	2013	MHA	Acquis (Eta/AFD)	DON	289
AEP Centres de l'intérieur	2011	2014	MHA	Acquis	DON	400
AEP de Nouadhibou	2012	2013	MHA	Acquis (Etat/fades)	Prêt	1300
Maîtrise des techniques de forage et l'acquisition du matériel d'équipement (projet indien)	2012	2013	MHA	Acquis	Prêt	1425
Conduite Idini-PK13	2013	2014	MHA	A rechercher	Prêt	1 600
AEP de la zone de recasement	2012	2014	MHA	Acquis (Etat/FADES)	Prêt	1600
AEP de l'Aftout Echarghi	2011	2016	MHA	Acquis	Prêt	25 000
Création de bassins de rétention d'eau à ciel ouvert	2013	2015	MHA	A rechercher		5 000
Accès à l'eau potable à Maghta Lahjar et Chegar	2011	2013	MHA	Acquis	Budget	3 270
Projet Dhar pour l'alimentation en eau potable (Composante forages)	2010	2012	MHA	Acquis (Fades)	Prêt	1200
Projet Dhar pour l'alimentation en eau potable (Composante AEP)	2013	2015	MHA	Acquis (Etat, BID et FADES)	Prêt	30 000
Renouvellement de 200 équipements thermiques (Groupes électrogènes, pompes immergées...)	2012	2014	MHA	Etat/ONSER	Budget	1395
Mise en place de 150 équipements solaires	2012	2014	MHA	Etat/Inde		900
Réhabilitation et Extension de 130 réseaux (100 APAUS et 30 DH)	2012	2014	MHA	Etat/FADES/AFD/BAD		2600
Réalisation de 375 réseaux d'AEP	2012	2015	MHA	Etat/UE/AFD/FADES/BAD		16 000
Programme : Cerner les ressources en eau						
Projet Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	2012	2015	MHA	Acquis	DON	187,30
Etudes hydrogéologiques générales dans différentes zones du pays (Réalisation de forages profonds)	2013	2015	MHA	A rechercher	DON	200

Réalisation de la cartographie des ressources en eau au niveau de Boulenoir, Bénichab,.....	2013	2015	MHA	A rechercher	DON	250
Délimitation des périmètres de protection et de sauvegarde stratégique des champs captant des grandes secondes villes	2012	2014	MHA	Non acquis	Prêt	250
Réalisation d'ouvrages structurants pour mobiliser les eaux de surface (barrages, bassins de rétention...)						
Formation des ressources humaines dans la maîtrise et le traitement des eaux de surface						
Conception d'une base de données et d'un SIG sur les ressources en eau de surface						
Pérennisation des investissements réalisés						
Gestion optimale des infrastructures d'eau						
Moyens humains, matériels et financiers permettant aux Directions centrales du MHA						
Délimitation et cartographie des aquifères (y compris réalisation de forages de reconnaissance) pour Bennichab, Boulenoir, nappes des grès d'Aioun et Dhar de Néma	2013	2015	MHA	Non Acquis	PRET	250
Reconnaissance des eaux souterraines profondes Réalisation de 5 forages profonds (plus de 400 m) dans l'Agane, l'Adrar et le Tagant	2013	2015	MHA	A rechercher	DON	200
Réseau national de suivi des fluctuations des nappes et des eaux de surface par l'acquisition et mise en place de dispositif de suivi pour les Wilayas du sud	2013	2015	MHA	A rechercher	DON	30
Régionalisation des données par la Création de bases de données pour huit Wilayas	2013	2015	MHA	A rechercher	DON	15
<u>Programme : Valoriser les eaux de surface</u>						
Formation des ressources humaines dans la maîtrise et le traitement des eaux de surface	2013	2015	MHA	A rechercher		50
Conception d'une base de données et d'un SIG sur les ressources en eau de surface	2013	2015	MHA	A rechercher		20
Aménagement de 500 bassins de rétention	2013	2015	MHA	A rechercher		5000
Réhabilitation du barrage de Craa lemehouda (Tintane)	2013	2015	MHA	A rechercher		100
<u>Programme : Renforcer les capacités des différents intervenants au niveau du secteur</u>						
Moyens humains, matériels et financiers permettant aux Directions centrales du MHA	2012	2015	MHA	A rechercher		700
Extension de la GIRE dans les Wilayas	2012	2015	MHA	Acquis	DON	200
Elaboration d'une stratégie à long terme du secteur de	2012	2015	MHA	Acquis	DON	60

l'eau						
Etudes thématiques (régulation secteur de l'eau et l'assainissement, système tarifaire, code pour l'assainissement, filière vidange,...)	2012	2015	MHA	Acquis Budget		60
Renforcement des DRHA	2012	2015	MHA	A rechercher		200
Création des bases régionales de l'ONSER	2012	2015	MHA	A rechercher		80
Construction des locaux pour le MHA, DA, CNRE, et l'ONAS	2012	2015	MHA	A rechercher		300
Domaine : Assainissement						
Programme : Accès à l'assainissement						
Projet d'assainissement de la ville de Nouakchott	2011	2015	MHA	A rechercher		52 000
Projet des réseaux d'assainissement de la ville de Nouadhibou	2013	2015	MHA	A rechercher		26 000
Projet d'assainissement de la ville de Rosso	2013	2015	MHA	A rechercher		27 400
2 100 Villages "latrinisés"	2012	2015	MHA	Acquis (Etat, UNICEF, AFD, BAD		992
Réalisation de 700 latrines communautaires	2012	2015	MHA	Acquis (UE, BAD, AFD)		1 400

5.5 Evolution des indicateurs

Réf.	Indicateur	Source	Catégorie	Situation de réf		Situation		Cible 2015
				Année	Valeur	Année	Valeur	
	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable	EPCV		2004	42 %	2010	53%	74 %
	Taux de desserte en milieu urbain	EPCV		2007				65 %
	Proportion de la population ayant accès à une source d'eau potable en milieu rural et semi-urbain	MICS		2004		2010	48%	74 %
	Taux d'accès aux branchements privés	MICS				2010	35%	100%
	Proportion de ménage ayant accès à un système d'assainissement amélioré	MICS		2004	10	2010	48%	55 %